
Secret bancaire : la fin d'un mensonge

Pour le Luxembourg, octobre 2008 a été doublement funeste... Il y a eu la crise financière, bien sûr, ici autant – si ce n'est plus – qu'ailleurs, puisque près de 60 % de l'économie dépendent directement ou indirectement du secteur financier. Mais pour le Grand-Duché, cette crise mondiale s'est doublée d'une autre crise qui, celle-là, risque d'être encore plus douloureuse : le Luxembourg a vu son image profondément ternie sur la scène internationale. Les laborieux progrès obtenus ces dix dernières années pour faire évoluer l'image d'un pays peuplé de banques aux pratiques douteuses en une place financière respectable et aux compétences reconnues ont été annihilés en l'espace de quelques jours.

On peut utiliser l'argument que les Français sont jaloux des super performances de ce petit pays, mais c'est trop facile et surtout complètement inefficace pour changer l'opinion de qui que ce soit. On peut aussi dire que l'argent est bien mieux placé dans les banques luxembourgeoises qu'en dehors de l'Union européenne. C'est oublier que la plupart des fraudeurs hésiteraient à franchir le pas et à confier leurs avoirs à des institutions moins connues, situées dans des contrées lointaines et culturellement différentes. Et cette argumentation ne sert pas le Luxembourg car elle rappelle fâcheusement la défense choisie par les vendeurs d'armes et autres escrocs. On peut enfin taxer Nicolas Sarkozy d'opportunisme certes, mais il ne fait, en braquant volontairement les projecteurs sur le Luxembourg, que souligner une vérité que les jeux de manches de notre Premier ministre ne peuvent pas éternellement masquer. Comment un pays, membre fondateur de l'Union européenne, dont le chef du gouvernement préside l'Eurogroupe, peut-il encore baser une part essentielle de son économie sur le secret bancaire ? Le secret bancaire, qui dans sa version la plus « propre » n'est rien d'autre que de l'évasion fiscale provenant essentiellement de pays amis et alliés ? Quel argument peut justifier un tel détournement de fonds opéré de manière institutionnalisée au nez et à la barbe de nos voisins,

par ailleurs nos partenaires pour tout ce qui nous arrange ? La position de Monsieur Juncker est intenable et il le sait. Sinon pourquoi aurait-il décidé de ne pas participer le 21 octobre à Paris à la réunion des ministres des Finances de 17 pays de l'OCDE, dont le sujet était la lutte contre les paradis fiscaux ?

Si l'on a des arguments, il faut les faire valoir, affronter les vents contraires, expliquer sa position. Mais si l'on se dérobe et joue l'offensé, quelle crédibilité peut-on espérer conserver ? Ne pas envoyer un représentant du gouvernement à cette réunion était une erreur grave et un aveu de mauvaise foi. Cette erreur devient franchement absurde si l'on accepte le même jour l'invitation du présentateur du Journal de 20 h de France 2. D'un côté, le boycott d'une réunion de travail où, même si les idées préconçues dominent, il y a une place pour défendre sa position avec un bon raisonnement. De l'autre, être jeté en pâture au grand public dans le cadre d'un journal télévisé qui joue sur l'effet de sensation sans avoir une argumentation solide pour démonter la thèse de l'adversaire. Cela manque de sens.

Après la crise de la sidérurgie qui a dévasté son économie dans les années 1970, le Luxembourg a reconstruit et même décuplé sa prospérité, en favorisant en partie l'essor de pratiques financières condamnées dans d'autres pays. Une trop grande part de l'énergie et des efforts des gouvernements luxembourgeois successifs s'est concentrée sur l'édification ou la consolidation d'activités non durables et non soutenables. Il est grand temps de lâcher prise pour construire autre chose. Une vraie économie, compétente et éthiquement irréprochable. C'est la seule manière de durer et d'être respecté. Et pour Monsieur Juncker, qui porte presque à lui seul l'image du pays à l'étranger, voici venu le temps de sortir le pays de la défensive et de faire preuve d'audace et de créativité.

m.p.

Quel argument peut justifier un tel détournement de fonds opéré de manière institutionnalisée au nez et à la barbe de nos voisins, par ailleurs nos partenaires pour tout ce qui nous arrange ?
